



Du paysan à l'agriculteur : le paysage sécularisé

Pierre Alphandéry, Bernadette Lizet

► To cite this version:

Pierre Alphandéry, Bernadette Lizet. Du paysan à l'agriculteur : le paysage sécularisé. Les Carnets du paysage, 31, Actes Sud, 240 p., 2017, Carnets du Paysage, 978-2-330-07517-0. hal-01607081

HAL Id: hal-01607081

<https://hal.science/hal-01607081>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

LA JEUNESSE AGRICOLE CATHOLIQUE, LA MODERNISATION ET LE PAYSAGE



PIERRE ALPHANDÉRY ET BERNADETTE LIZET

Du paysan à l’agriculteur : le paysage sécularisé

Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont publient en 1989 *Les Champs du départ, une France rurale sans paysans ?* aux éditions de La Découverte. Respectivement sociologues et historien, les trois chercheurs de l’INRA analysent de l’intérieur les grands bouleversements opérés par la politique agricole de l’après-guerre et s’appliquent à cerner le rôle de ferment joué par les membres de la Jeunesse agricole catholique (JAC) dans la Reconstruction de l’agriculture française et la modernisation à marche forcée du monde paysan. Il nous est apparu utile de reprendre le chapitre de l’ouvrage qui se rapporte à l’action de la JAC et à sa dimension religieuse. Nous l’introduisons par une réflexion centrée sur la diffusion de la notion de plus en plus polysémique de paysage, qui accompagne la “dépaysonisation” du monde rural.

Bernadette Lizet est ethnologue,
Pierre Alphandéry, sociologue.

LE PAYSAGE ENTRE PRODUCTIVISME, PATRIMOINE ET ÉCOLOGIE

En 1985, Georges Balandier écrivait : “L’effacement des paysans, par qui la culture s’enracine dans un milieu, un paysage, une mémoire collective et une histoire localisée, marque la rupture d’un contrat jusqu’alors respecté régissant les relations des hommes avec la nature¹.” Bien avant lui, dans l’immédiat après-guerre, Henri Lefebvre fut sans doute le premier sociologue de renom à ne pas dévaloriser la culture paysanne : “Parmi ceux qui, citadins, intellectuels, voire sociologues,

1. *Le Détour. Pouvoir et modernité*,
Fayard, Paris, 1985, p. 176.

2. Henri Lefebvre, “Problèmes de sociologie rurale : la communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques”, *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 6, 1949, p. 78.

3. Il animait les échanges dans le cadre des appels d’offres financés par le ministère en charge de l’Environnement de 1998 à 2005, “Politiques publiques et paysages : analyse, évaluation et comparaison”. Pour Georges Bertrand, le paysage est “une combinaison entre une subjectivité [...] et une réalité matérielle du territoire” (Cafés géographiques de Toulouse, 22 octobre 2003, “Une géographie traversière. À chacun son paysage ? Un paysage pour tous ?”, www.cafe-geo.net).

4. Alain Roger, *Court traité du paysage*, Gallimard, Paris, 1997.

5. Il s’exprimait dans ces termes lors de la séance du 22 octobre 2003 des Cafés géographiques de Toulouse, déjà citée.

6. Si l’on en croit la présentation, par Alain Caillé, du numéro de *La Revue du Mauss*, intitulé “Qu’est-ce que le religieux ?” (n° 22, 2^e semestre 2006).

traversent l’un de nos villages, découvrent son visage original ou incertain, s’étonnent de sa torpeur ou admirent son « pittoresque », combien savent que ce village ne se réduit pas à un pêle-mêle accidentel d’hommes, de bêtes et de choses, que son examen révèle une organisation complexe, une « structure »² ?” La structure en question correspond à la communauté paysanne, dont Henri Lefebvre a montré l’évolution des formes, la perte d’autonomie, puis l’extinction probable sous l’effet dissolvant des forces du marché, mais aussi la renaissance toujours possible.

L’une des définitions que l’on peut donner du paysan est qu’il ne dissocie pas l’activité productive et le soin donné à la nature, dans une logique d’ensemble dont le marché n’est qu’une composante parmi d’autres. La dimension du paysage figure-t-elle dans cette logique d’ensemble, comme le suggère Georges Balandier ? “Qu’est-ce qui fait paysage ?” avait coutume de marteler Georges Bertrand, pour différencier cette notion de celles de territoire et d’environnement³. De nombreux chercheurs ont brandi la question de l’extériorité ou, avec Alain Roger⁴, celle de l’“artialisation” du regard, comme constitutives du paysage. Mais pourquoi ne pas considérer que les paysans puissent eux-mêmes jouer sur la distance et prendre un plaisir esthétique au spectacle d’une nature façonnée par leurs soins ? Tel est encore le point de vue de Georges Bertrand, lorsqu’il invite à “ne pas maintenir cette dichotomie, entre ceux qui regardent et ceux qui travaillent” (il fait alors référence aux agriculteurs)⁵.

La modernisation agricole disloque le mode d’existence paysan. Avec le projet jaciste, la vocation productive de l’exploitation s’affirme, et parallèlement les questions du paysage et de la protection de la nature vont s’imposer dans les stratégies d’aménagement rural. Au cours de la Reconstruction, l’idéal chrétien de la JAC s’incarne dans la vocation des paysans à participer à la modernisation de l’agriculture et de la France, par l’engagement collectif au “service des autres”. Cette modalité chrétienne de la recherche du salut pose comme un devoir le fait de nourrir ceux qui ont faim et rend la nature exploitable à ces fins. Le religieux, dont aucune définition consensuelle ne s’impose au sein des sciences humaines⁶, se caractérise ici comme une croyance collective diffusée par une partie du clergé catholique rural. Elle structure un “devoir-être” et un engagement professionnels qui valorisent l’alliance de la réflexion et de l’action (voir, juger, agir, le célèbre triptyque de la JAC), susceptible d’assurer conjointement les accomplissements de soi et des autres.

Les pratiques paysannes concernant la terre et la nature se transforment alors profondément, au nom d’un impératif religieux. Paradoxe : il va permettre à ceux qu’on appelle désormais les agriculteurs de désacraliser⁷ leur rapport à la terre, qui devient de plus en plus exclusivement technico-économique et comptable. Le religieux jaciste concentre en effet la responsabilité humaine autour du bon usage des moyens de production, et instrumentalise la terre au service de la productivité. La terre n’est plus seulement un patrimoine transmis par la famille, elle devient un patrimoine professionnel étroitement lié aux normes de la politique agricole. L’espace rural est vu avant tout comme le support de la production agricole et comme un champ d’application d’une politique des structures devenue au fil du temps le “ciment de la politique de modernisation”. La politique des structures, cogérée par l’État et la profession FNSEA⁸, s’efforce d’assurer l’accès aux moyens fonciers adéquats pour les agriculteurs qui se conforment au modèle du “bon professionnel”. La terre devient un outil de travail à rationaliser par le remembrement, l’équipement et la distribution, et le foncier se constitue en élément clé de l’identité professionnelle. L’activité agricole se voit de plus en plus définie par les chiffres, qui évaluent les performances productives à des échelles diverses.

Dans le prolongement du raisonnement de Max Weber, qui avait montré le rôle du protestantisme dans l’esprit du capitalisme, l’ouvrage *Les Champs du départ* avançait l’idée que la JAC avait constitué l’esprit du productivisme en agriculture. Par productivisme, il faut entendre “le fait de considérer la maximisation de la richesse produite comme la finalité essentielle de l’activité humaine⁹”. Cette réduction de l’activité agricole à la performance économique n’a pu se faire qu’après plusieurs décennies de déploiement de discours et de pratiques mobilisant de multiples instruments de connaissances et de gouvernement. Parmi ces derniers figure la notion de dispositif, aujourd’hui largement utilisée par la sociologie des politiques publiques ou de la gestion, mais aussi successivement façonnée par Michel Foucault, puis Giorgio Agamben¹⁰. Pour préciser la définition particulièrement large donnée par Michel Foucault, spécifions que le fonctionnement d’un dispositif est le produit du réseau qui lie ses éléments constitutifs tout en assurant la recomposition de l’articulation des relations de pouvoir et de savoir. Enfin, il se révèle être producteur de subjectivité, dans la mesure où il amène les sujets à se conformer aux comportements souhaités par le pouvoir, plus qu’il ne les contraint. La notion de dispositif aide à comprendre le fait que le succès de l’action déployée

7. Au double sens du “sacré” proposé par le dictionnaire Larousse, “qui appartient au domaine séparé, intangible et inviolable du religieux et qui doit inspirer crainte et respect (par opposition à profane)” et “à qui l’on doit un respect absolu, qui s’impose par sa haute valeur”.

8. Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles.

9. Pascal Combemasle et Arnaud Parienty, *La Productivité*, Nathan, Paris, 1994, p. 197.

10. Pour Michel Foucault, il s’agit d’un ensemble hétérogène réunissant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, mais aussi des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques. En bref, du dit et du non-dit (Michel Foucault, *Dits et écrits* (1954-1988), tome IV : 1980-1988, Gallimard, Paris, 1994, p. 299). Giorgio Agamben part de l’approche foucauldienne pour revisiter la généalogie de la notion. Il souligne la vision dualiste qui imprègne la pensée occidentale, opposant les êtres vivants comme substance aux dispositifs qui les guident vers le bien. Il en déduit sa définition : “J’appelle dispositif tout ce qui a, d’une manière ou d’une autre, la capacité de capturer, d’orienter, de déterminer, d’intercepter, de modeler, de contrôler et d’assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours sur les êtres vivants” (Giorgio Agamben, *Qu’est-ce qu’un dispositif ?*, Payot et Rivages, Paris, 2007, p. 31).

dans le cadre de la politique des structures n’ait pu se faire qu’au prix de la conversion d’une partie importante des agriculteurs à la nécessité d’une rupture radicale avec la culture paysanne, et de sa délégitimation. Du côté des pouvoirs publics, à l’exception notable de Jacques Poly, PDG de l’INRA, et auteur en 1978 du célèbre rapport “Pour une agriculture plus économe et plus autonome”¹¹, l’administration, le syndicalisme FNSEA et les dirigeants des grandes institutions de la recherche ignorent les nombreux agriculteurs “intermédiaires”, qui tentent de rester paysans, en refusant de disjoindre les aspects économiques de la logique sociale régissant l’ensemble du fonctionnement de leur exploitation. Ils se sentent ainsi responsables des conséquences de leurs pratiques, tout en estimant affreusement inégale la répartition des aides publiques à l’agriculture. Ils restent fidèles aux principes de solidarité qui structuraient le jacisme initial, et ils se démarquent en cela du courant qui va bientôt dominer la FNSEA. Les enquêtes de terrain et les résultats des États généraux du développement agricole qui se sont tenus en 1982 et 1983 montrent que ces agriculteurs intermédiaires aspirent à multiplier les liens avec le tissu social local.

Les années 1980 voient la victoire du jacisme productiviste. Rétrospectivement, on peut y lire l’affirmation d’une dynamique qui n’a cessé de s’accélérer par la suite dans l’agriculture française, porteuse d’un modèle entrepreneurial fondé sur trois éléments : le marché, la foi dans la technique et l’affirmation d’un individu de plus en plus mobile. Adossé à la puissance des dispositifs mis en place conjointement par l’État et la profession FNSEA, le productivisme sécularise le religieux jaciste dont le projet se transforme en processus autoritaire et contraignant, substituant la promotion par le marché au monde antérieur des valeurs chrétiennes. Paradoxalement, la sécularisation exprimée par le productivisme aura revêtu une dimension religieuse essentielle, en rassemblant de nombreux croyants autour de la nécessité de passer de l’artisanat à une efficacité industrielle, qui libère le producteur de ses attaches locales.

Que devient le paysage dans le cadre d’une agriculture à dominante productiviste dont les exploitants, de moins en moins nombreux et de plus en plus gros, ne sont plus durablement investis localement ? La question prend une ampleur inattendue dans les années 1980 et 1990 : le paysage concentre alors les inquiétudes sur le monde rural, car les remembrements et la standardisation des modèles agricoles l’ont uniformisé. Les actes du séminaire “Agriculture, environnement et société”

11. Jacques Poly, “Pour une agriculture plus économe et plus autonome”, ProdiNRA, 1978, 65 p., <http://prodinra.inra.fr/record/108895>.

organisé à l’université de Caen en 1989 et 1990 et les travaux du comité Diversification des modèles de développement ruraux (DMDR) ont par ailleurs montré que la diffusion du productivisme en agriculture a entraîné la désertification et l’enfrichement de certaines régions, la déprise agricole de certaines communes et la généralisation des risques écologiques. La multiplicité des critiques sociales adressées à l’agriculture productiviste a conduit à une multiplication des fonctions et

Carte postale.

des formes d’agriculture, comme des regards portés sur les campagnes. L’élaboration de “récits” incorporant des thèmes articulés entre eux participe de cette construction symbolique. Celui de la déprise agricole dans les communes porte avec lui l’évocation de la disparition de la France paysanne, de la sociabilité propre aux campagnes et des liens humains tissés de longue date avec la nature. La diversité des manières de produire et la valorisation des ressources locales sont présentées comme des voies alternatives à la standardisation de l’agriculture industrielle, suscitant une fragmentation de la légitimité des façons de produire ou d’utiliser la terre, qui marque la fin de la dynamique jaciste. Dans ce cadre, on peut se demander si le regard des usagers sur le paysage ne risque pas de prendre une importance démesurée, marginalisant le point de vue des agriculteurs.

Avec le renouvellement de la population en effet, les cadres politiques et sociaux traditionnels de la vie collective en milieu rural sont bousculés et la gestion de l’espace se transforme. De plus en plus fréquenté par des urbains, il devient le théâtre d’usages multiples, tout en demeurant une référence fondamentale dans la construction des identités. Plus la mobilité et la vitesse de circulation s’accroissent, plus les liens sociaux



de proximité et le lien aux lieux, qui composent la trame particulière de l’espace rural, reprennent de l’importance. Ces formes paradoxales du rapport à l’espace s’accompagnent d’un double mouvement : la construction d’objets culturels et naturels en biens communs, et la multiplication de maillages issus de politiques publiques qui se réclament du développement local dans les années 1980, puis de l’environnement ou du développement durable à partir des années 1990.

La diversité des modes de vie, l’importance des mobilités résidentielles ou professionnelles, les situations de multi-appartenances rendent problématique le partage de références et de normes collectives qui a caractérisé, jusque dans la décennie 1970, le fonctionnement des collectivités françaises décrites par la sociologie rurale. Selon Bertrand Hervieu et Jean Viard, le triomphe de l’urbanité et le règne de la mobilité s’accompagnent d’une “mise en désir des campagnes¹²” et de leur territoire. Après la privatisation de l’espace rural opérée par la III^e République pour favoriser la propriété paysanne, sa transformation en outil de production par la V^e République, arrive ainsi aujourd’hui l’étape de la “publicisation” des campagnes, ressaisies par les urbains comme des espaces d’usage et des paysages.

On peut également voir dans l’attention contemporaine portée au paysage le produit complexe de représentations issues d’agriculteurs non productivistes, d’anciens et de nouveaux ruraux prenant appui sur des thèmes divers évoquant les liens avec le passé, les difficultés de cohabitation, les questions de développement durable et de biodiversité. C’est en ce sens que concluait une recherche collective menée sur le paysage en France, financée par la Mission du patrimoine ethnologique : “Demande hétérogène et contradictoire, où s’expriment tout à la fois la volonté de reconstituer une identité et un enracinement local et le désir de préserver la qualité d’un cadre de vie le plus proche et le plus quotidien et pas seulement de grands sites exceptionnels¹³.” L’extension des notions de paysage et de patrimoine se fonde donc sur la multiplication des regards et des savoirs sur la nature, corrélée à l’effacement des formes de sociabilité locales qui structuraient les communautés et collectivités rurales.

Depuis les années 1980, tout l’espace des campagnes se trouve ainsi concerné par la sélection d’objets, de savoir-faire et de pratiques que des processus institutionnalisés vont authentifier et formaliser par l’intervention d’experts incarnant un regard extérieur aux acteurs locaux. Le réinvestissement symbolique qui s’opère ainsi à travers des objets de plus en plus banals, notamment en matière

de nature, vise à instituer de nouveaux “communs”. Le souci de la nature est peu à peu délégué à l’action d’experts écologues qui se substituent aux paysans en voie de disparition. Dans le même temps, les politiques de la nature et du territoire constituent des ingénieries qui s’appuient sur des dispositifs impliquant des connaissances standardisées et la production de données naturalistes normalisées et homologuées par le Système d’information sur la nature et les paysages (SINP)¹⁴. En découlent de nouvelles relations entre acteurs, qui tirent désormais leur légitimité de savoirs objectivés, décontextualisés et standardisés, exerçant ainsi le pouvoir dans les territoires.

Il est peu probable que cette entreprise profane de rationalisation des rapports à la nature qui se joue dans beaucoup de territoires corresponde avec le projet que les fondateurs de l’écologie politique formulaient il y a près de quarante ans, pour réagir au “désenchantement du monde¹⁵”. Par ces mots, Serge Moscovici dénonçait “cette civilisation qui s’est efforcée avec la dernière énergie de vider le travail, la science, la pensée du moindre élément humain, d’évacuer l’homme pour rendre méconnaissables ses traces, son passé, de le domestiquer pour en faire la matière première de la machine sociale¹⁶”. Serge Moscovici caractérisait ainsi le projet rédempteur (religieux ?) de l’écologie : “Il s’agit du besoin profond de rompre avec l’état social, scientifique et culturel sur-organisé, pour se reconnaître dans ce que l’on produit, retrouver un rapport direct avec les autres, mener une existence authentique¹⁷.” À le regarder de plus près, le projet développé par Serge Moscovici apparaît comme une réponse globale et historicisée au productivisme. Mais l’écologie est aujourd’hui devenue largement technicienne, gestionnaire et comptable. Pour redonner du sens et de l’épaisseur symbolique aux espaces et à la vie qui s’y développe, avec et autour des hommes, il faudrait procéder à l’analyse critique des objets connectés, de la standardisation des données collectées localement, normalisées et “bancaisées” à des fins de “gouvernance globale” de la biodiversité. Car la crainte profonde suscitée par l’extinction massive des espèces n’est pas créatrice de paysages partagés. À l’heure de la financiarisation de l’accès à la terre et de la globalisation du local, associer des savoirs et des usages de l’espace différents dans des mondes ruraux fragmentés n’a en effet rien d’évident. Il reste, en faisant écho aux questions posées par Serge Moscovici, à contribuer à l’affirmation d’une écologie politique qui ne regarde ni exclusivement du côté de la science, ni exclusivement du côté des racines.

12. Bertrand Hervieu et Jean Viard, *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, L’Aube, Marseille, 1996, p. 111.

13. Françoise Dubost et Bernadette Lizet, “Postface”, in *Le Paysage au pluriel. Pour une ethnologie du paysage*, ministère de la Culture/ Mission du patrimoine ethnologique, Paris, 1995, p. 240.

14. Pierre Alphanhéry et Agnès Fortier, “Les données naturalistes à l’épreuve de la transparence”, *Études rurales*, vol. 195, p. 127-144.

15. Serge Moscovici, cité par Jean-Paul Ribes, *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Le Seuil, Paris, 1978, p. 145.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*, p. 146.